

Marché de travaux de renforcement de la sûreté périmétrique de la cour d'appel de Fort-de-France

REGLEMENT DE CONSULTATION (RC)

DATE ET HEURE LIMITES DE REMISE DES OFFRES :

Le 14 février 2025 à 17h00 heures (heure métropole)

SOMMAIRE

ARTICLE 1 - OBJET DE LA CONSULTATION	4
ARTICLE 2 - CONDITIONS DE LA CONSULTATION	5
ARTICLE 3 – LISTE DES DOCUMENTS FOURNIS AUX CANDIDATS	6
ARTICLE 4 – PRESENTATION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES	7
ARTICLE 5 – CRITERES DE SELECTION DES CANDIDATURES ET DE CLASSEMENT DES OFFRES	10
ARTICLE 6 – CONDITIONS D’ENVOI OU DE REMISE DES OFFRES	12
ARTICLE 7 – RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES	14
ARTICLE 8 – CONFIDENTIALITE DES DOCUMENTS	15
ARTICLE 9 – DOCUMENTS A REMETTRE PAR LE CANDIDAT AUQUEL IL EST ENVISAGE D’ATTRIBUER LE MARCHE	15
ARTICLE 10 - VOIES DE RECOURS	16

ARTICLE 1 - OBJET DE LA CONSULTATION

1.1 OBJET DU MARCHÉ

Afin d'assurer une sécurisation de la cour d'appel de Fort-de-France plus performante, la Chancellerie a acté la réalisation de plusieurs travaux concourant à améliorer et renforcer significativement la sécurisation périmétrique du site.

La présente consultation porte sur les travaux de renforcement de la sûreté périmétrique de la cour d'appel de Fort-de-France, sur la commune de Fort-de-France (972).

Le Titulaire interviendra dans un site en exploitation et devra à ce titre prendre toutes les mesures pour assurer la continuité de service des activités judiciaires durant son intervention.

Les missions ci-dessus sont décrites dans le CCTP.

Le présent marché est traité à prix global et forfaitaire. Il n'est pas prévu de décomposition en tranches

2.2 - ALLOTISSEMENT

Le pouvoir adjudicateur n'étant pas en mesure d'assurer par lui-même les missions d'organisation, de pilotage et de coordination, les travaux ne sont pas allotés au sens des articles L.2113-10 et L.2113-11 du Code de la commande publique.

2.3 DUREE DU MARCHÉ ET DELAIS D'EXECUTION

La durée prévisionnelle du marché est de **22 mois** à compter de la notification de l'OS de démarrage des travaux (y compris 3 mois de préparation de chantier et 12 mois de GPA). Les délais d'exécution des prestations sont indiqués à l'article 3 de l'acte d'engagement.



2.1 - MODE DE PASSATION

Il s'agit d'un marché passé selon la procédure adaptée ouverte en application des articles R. 2123-1, R. 2123-4, R. 2123-5 et R. 2123-6 du Code de la commande publique.

2.2 – VARIANTES

Variantes obligatoires

Le marché comprend une variante obligatoire.

Il est précisé que l'offre de base est obligatoire et devra être chiffrée.

Cette variante, dénommée « Caillebotis pressés » est détaillée dans la DPGF ainsi que le CCTP. Ce dernier détaille le remplacement du caillebotis électro-soudé par un caillebotis pressé.

L'acheteur insiste sur la nécessité de chiffrer d'abord la solution de base.

Le candidat fournira les pièces nécessaires (DPGF, l'Acte d'Engagement et les fiches techniques) à l'appréciation de la solution proposée pour la variante. Il devra joindre à la décomposition détaillée du coût.

L'acheteur décidera de retenir ou non la variante par les candidats au moment du choix de l'offre.

Exigences minimales :

Les candidats présenteront des variantes en conformité avec les exigences décrites à l'article 5.1 du CCTP.

Variantes libres

Les variantes libres ne sont pas autorisées.

2.3 – PRESTATIONS EVENTUELLES SUPPLEMENTAIRES

Le marché ne comprend pas de prestation éventuelle supplémentaire (PSE).

2.4 - LIEU D'EXECUTION

Les prestations seront exécutées le site de la cour d'appel de Fort-de-France (Martinique 972).



2.5 - CONNAISSANCE DU SITE ET CONDITIONS D'ACCES

Une visite à **caractère facultatif** peut-être organisée dans le cadre de la consultation, sur demande des candidats.

Pour toute demande de visite du site dans le cadre de la présente consultation, les candidats prendront contact avec Mathieu Lafitte (mathieu.lafitte@apij-justice.fr).

2.6 - DELAI DE VALIDITE DES OFFRES

Le délai de validité des offres est fixé à cent quatre-vingts (180) jours à compter de la date limite de remise des offres indiquée en page de garde du présent Règlement de Consultation

2.7 – FORME QUE DEVRA REVETIR LE GROUPEMENT ATTRIBUTAIRE DU MARCHÉ

La consultation est ouverte :

- aux prestataires individuels susceptibles d'exécuter les prestations par leurs moyens propres,
- aux groupements conjoints avec mandataire solidaire,
- aux groupements solidaires.

Si le groupement attributaire du marché est d'une forme différente, il se verra contraint d'assurer sa transformation pour se conformer au souhait du pouvoir adjudicateur tel qu'il est indiqué ci-dessus.

Il est interdit au candidat de présenter plusieurs candidatures à la fois en qualité de candidat individuel et de membre d'un groupement.

2.8 - MODIFICATIONS DE DETAIL AU DOSSIER DE CONSULTATION

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'apporter, au plus tard 10 jours calendaires avant la date limite fixée pour la remise des offres, des modifications de détail au dossier de consultation. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite fixée pour la remise des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

ARTICLE 3 – LISTE DES DOCUMENTS FOURNIS AUX CANDIDATS

La liste des documents remis aux candidats est la suivante :

- le présent Règlement de Consultation (RC) et ses annexes ;
 - Annexe 1 : Cadre de réponse candidature ;
 - Annexe 2 : Cadre de réponse du mémoire technique ;
- l'Acte d'engagement (AE) et son annexe :
 - Annexe 1 : Acte de sous-traitance ;
- le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) ;

- le carnet de plans ;
- le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP);
- Le rapport initial de contrôle technique (RICT)
- Le plan général de coordination en matière sécurité et de protection de la santé (PGCSPS)
- la Décomposition du prix global et forfaitaire
- L'arrêté municipal autorisant la sécurisation des clôtures et l'accès de la cour d'appel ;

ARTICLE 4 – PRESENTATION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES

Les candidatures et les offres des candidats seront entièrement rédigées en langue française.

Nota bene - Les pièces accompagnant le dossier de candidature rédigées en langue étrangère seront acceptées si elles sont accompagnées d'une traduction en langue française certifiée conforme à l'original par un traducteur.

Il est rappelé que le ou les signataires doivent être habilités à engager le candidat.

Les plis dématérialisés seront composés d'un dossier de candidature et d'un dossier d'offre :

4.1 – DOSSIER DE CANDIDATURE

Documents à fournir permettant au pouvoir adjudicateur de vérifier que les candidats disposent de l'aptitude à exercer l'activité professionnelle, de la capacité économique et financière et des capacités techniques et professionnelles nécessaires à l'exécution du marché.

La situation juridique du candidat

- Une **lettre de candidature** complétée, avec, en cas de groupement, la désignation du mandataire par ses cotraitants (formulaire DC1 version du 01/04/2019) ; en cas de groupement, une seule lettre de candidature est requise.
- Si le **candidat est en redressement judiciaire**, au sens de l'article L.631-1 du Code de commerce, ou est admis à une procédure équivalente régie par un droit étranger, la copie du ou des jugements prononcés à cet effet, pour le candidat ou chaque membre du groupement.

Les capacités financières, professionnelles, techniques

Les informations suivantes devront être complétées dans **le cadre de réponse fourni en annexe 1** du présent règlement de consultation. Pour chaque candidat ou membre du groupement :

1. Capacités financières



Une déclaration concernant le **chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires** du domaine d'activité faisant l'objet du marché public, réalisés au cours des trois derniers exercices disponibles (DC2) et à reporter dans le cadre de réponse.

2. Capacités professionnelles et techniques

1. Une déclaration indiquant Les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années

Les candidats sont invités à compléter l'annexe au présent RC Cadre de réponse candidature.

2. Chaque candidat (candidat unique ou groupement) présentera **3** références de projets en lien avec l'objet du marché. Les références du groupement, portant sur des projets réalisés au cours des 5 dernières années, devront témoigner de la capacité du groupement à :

- Réaliser des projets de sécurisation
- Réaliser des travaux de métallerie

Pour chaque référence le candidat précisera dans l'annexe 1 au présent RC « Cadre de réponse candidature » prévu à cet effet :

- la nature du projet et sa localisation
- le donneur d'ordre (dénomination complète avec coordonnées),
- le calendrier de l'opération,
- le montant (H.T.) des travaux
- le montant (H.T.) de la mission réalisée.
- caractéristiques particulières de l'opération (projet en site occupé, importance de la surface, ...)

Si plus de 3 références sont présentées, les 3 premières dans l'ordre chronologique de présentation seront prises en compte.

Les candidats sont invités à utiliser les formulaires DC1 (lettre de candidature et désignation du mandataire par ses cotraitants) et DC2 (déclaration du candidat) pour présenter leur candidature, dernière version du 1er avril 2019 disponible gratuitement sur le site : www.economie.gouv.fr/daj/formulaires

Les candidats pourront présenter une attestation de bonne exécution des travaux pour les références les plus importantes, précisant s'ils ont été effectués dans les règles de l'art et s'ils ont été menés à bonne fin.

Pour justifier de ses capacités professionnelles, techniques et financières, le candidat peut demander que soient prises en compte les capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques.

Dans ce cas, il justifie des capacités de ceux-ci (en produisant les mêmes documents pour l'opérateur économique que ceux requis pour les candidats) et du fait qu'il en dispose, en produisant un engagement écrit de ces opérateurs économiques.

Tout opérateur économique qui n'est pas en mesure de fournir le(s) élément(s) demandé(s) ci-dessus, notamment en raison de sa date récente de création, peut prouver ses capacités professionnelles, techniques et financières, par tout autre moyen.



Les candidats qui se trouvent dans un cas d'interdiction de soumissionner, qui ne disposent pas de la capacité économique et financière, des capacités techniques et professionnelles ou qui ne peuvent produire dans le délai imparti les documents justificatifs, les moyens de preuve, les compléments ou explications requis par le pouvoir adjudicateur sont éliminés.

Afin de faciliter une présentation optimale des éléments ci-dessus ainsi que la bonne complétude des dossiers, **il est demandé aux candidats de se servir du cadre de réponse préparé par l'APIJ en annexe 1 du présent règlement de consultation.**

Le candidat indiquera **une adresse courriel valide** pour toute la durée de la consultation. Cette adresse constituera le media privilégié pour l'ensemble des échanges le cas échéant. Un interlocuteur identifié prendra en charge la responsabilité de traitement de toute correspondance.

Le cadre de réponse au format informatique sera remis au format source, modifiable et au format PDF.

Les dossiers de candidature devront être constitués uniquement des éléments listés dans la présente annexe. Aucun autre élément ne sera pris en compte dans le cadre de l'analyse des candidatures.

4.2 – DOSSIER D'OFFRE

Un dossier offre comportant en un exemplaire original les pièces suivantes :

Un projet de marché comprenant

1. L'**acte d'engagement** complété, et son annexe :
 2. Annexe 1 : **les demandes d'acceptation des sous-traitants et d'agrément des conditions de paiement complétées**, pour tous les sous-traitants désignés au marché (modèle d'acte de sous-traitance annexé à l'acte d'engagement) ;
 3. La décomposition du prix globale et forfaitaire (DPGF) complétée cadre à accepter sans modifications.
 4. **Le cadre de mémoire technique (annexe 2 du RC)** détaillant les dispositions que le prestataire entend adopter pour assurer la bonne exécution du marché et pour la prise en compte des spécificités de l'opération.
- Moyens humains et matériels déployés sur le chantier ;
 - Description des moyens et mesures organisationnels mis en place au regard des contraintes du chantier et gestion des nuisances associées ;
 - Organisation du chantier (PIC intégrant notamment les zones de manutention) ;
 - Moyens déployés pour assurer l'hygiène et la sécurité sur le chantier ;
 - Calendrier d'exécution détaillé optimisé et description des optimisations proposées par le candidat ;
 - Fiches techniques des produits envisagés (caillebotis (solution de base), caillebotis pressés (solution variante), verre, charnières de fixations sur les tôles, serrure des ouvrants, système de fermeture du portail et de son portillon) ;
 - Process de fabrication et de pose relatif à la réalisation des éléments de serrurerie y compris les tôles découpées, comprenant :
 - la description des étapes de réalisation et les points de contrôle qualité associés,
 - la description des matériaux mis en œuvre y compris la boulonnerie,
 - leur mode d'assemblage,



- les procédés de fixation et de soudure,
- les procédés de finition,
- des exemples visuels de réalisations similaires.

Le mémoire technique développera obligatoirement les informations précédentes sur **20 pages maximum. (hors annexes)**

Des annexes peuvent être intégrées pour les moyens humains dédiés (CV, formation etc.) et/ou les moyens techniques et matériels (fiches techniques, schéma etc.).

ARTICLE 5 – CRITERES DE SELECTION DES CANDIDATURES ET DE CLASSEMENT DES OFFRES

5.1- JUGEMENT DES CANDIDATURES

Conformément aux articles R.2144-1 à R.2144-7 du Code de la commande publique, les candidats qui se trouvent dans un cas d'interdiction de soumissionner, qui ne disposent pas de la capacité économique et financière, des capacités techniques et professionnelles ou qui ne peuvent produire dans le délai imparti les documents justificatifs, les moyens de preuve, les compléments ou explications requis par le pouvoir adjudicateur sont éliminés.

Les candidatures seront examinées au regard des niveaux de capacité économique, financière et technique du candidat ou du groupement candidat, appréciés au vu des renseignements demandés au point 4.1 du présent document.

En cas de groupement, l'appréciation des capacités du groupement est globale.

Nota : Toutes les pièces demandées pour apprécier la candidature doivent être présentées par le ou les candidats. En cas de document manquant à ce stade, il pourra être demandé aux candidats concernés de compléter le contenu de leur dossier de candidature.

5.2- JUGEMENT DES OFFRES

L'offre économiquement la plus avantageuse sera désignée après application des critères énoncés ci-dessous :

CRITERES	DESIGNATION	PONDERATION
Prix	Le prix sera apprécié au regard du montant forfaitaire mentionné dans l'Acte d'Engagement	40 points
Valeur technique	Jugeant la qualité et la pertinence de la prise en compte des spécificités de l'opération et des enjeux environnementaux et sociaux : <ul style="list-style-type: none">- Moyens humains et matériels déployés sur le chantier (5 points) ;- Description des moyens et mesures organisationnels mis en place au regard des contraintes du chantier et gestion des nuisances associées (5 points) ;	60 points

	<ul style="list-style-type: none"> - Organisation du chantier (5 points) ; - Moyens déployés pour assurer l'hygiène et la sécurité sur le chantier (5 points) ; - Calendrier d'exécution détaillé optimisé et description des optimisations proposées par le candidat (10 points) ; - Fiches techniques des produits envisagés (5 points) ; - Process de fabrication et de pose relatif à la réalisation des éléments de serrurerie y compris les tôles découpées (25 points) 	
--	--	--

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de se faire communiquer, lors de l'examen des offres, les décompositions ou sous-détails des prix ayant servi à l'élaboration du prix qu'il estimera nécessaires.

Dans le cas où des erreurs arithmétiques ou de report seraient constatées dans la décomposition du prix global forfaitaire, d'un prix forfaitaire ou dans le sous-détail d'un prix unitaire figurant dans l'offre, le candidat sera invité à confirmer le montant de ce prix rectifié ; ce dernier sera alors pris en compte pour le jugement des offres.

Si le prestataire est sur le point d'être retenu, il sera invité à rectifier cette décomposition ou ce sous-détail pour les mettre en harmonie avec le prix forfaitaire ou le prix unitaire correspondant.

- 5.3- NEGOCIATIONS

Les candidats sont invités à remettre d'emblée leur meilleure proposition notamment financière.

Toutefois, compte tenu des offres reçues et de leur analyse détaillée par le Pouvoir Adjudicateur, celui-ci se réserve la possibilité d'engager une phase de négociation conformément aux dispositions de l'article R.2123-5 du Code de la commande publique.

Conformément à la spécificité de la procédure adaptée, la négociation au titre du présent marché demeure facultative. Le pouvoir adjudicateur se réserve également le droit d'attribuer directement le marché, sans négociations, sur la base des offres initiales.

En cas de négociation, le pouvoir adjudicateur pourra engager librement toutes les discussions qui lui paraissent utiles avec tout ou partie des candidats, voire avec un seul, en vue d'optimiser la ou les propositions jugées les plus intéressantes.

Il se réserve également la possibilité d'écarter de la négociation les candidats ayant remis une offre irrégulière ou inacceptable.

Cette négociation pourra, dans le cas le plus simple, se réduire à un échange de mails ou, si nécessaire, donner lieu à une, voire plusieurs rencontres de chacun des candidats invités à négocier, ces rencontres donnant lieu à un relevé des conclusions garant de la traçabilité des échanges intervenus.

Le champ de la négociation pour chacune des offres tiendra compte, le cas échéant et dans le respect du principe d'égalité de traitement des candidats, des particularités des offres restant en lice, pour aboutir à un classement définitif au regard des critères de jugement, le marché étant attribué au candidat dont l'offre sera classée première.



ARTICLE 6 – CONDITIONS D'ENVOI OU DE REMISE DES OFFRES

6.1 TRANSMISSION ELECTRONIQUE DU PLI

Conformément à l'article L.2132-2 du code de la commande publique, les documents du marché sont obligatoirement transmis par voie électronique, sur le site PLACE (plateforme des achats de l'Etat) à l'adresse suivante :

<https://www.marches-publics.gouv.fr/?page=Entreprise.EntrepriseAdvancedSearch&AllCons&id=2643303&orgAcronyme=d3f>

Ils devront, dans tous les cas, parvenir à l'Agence Publique pour l'Immobilier de la Justice avant la date et l'heure limites indiquées sur la page de garde du présent règlement.

Les dossiers dont l'avis de réception serait délivré après la date et l'heure limites fixées ci-dessus ne seront pas retenus et seront détruits.

Nous vous invitons à prendre en compte les délais de téléchargement et les prérequis de la plateforme.

La transmission des plis sur un support physique électronique (CD-ROM, disquette ou tout autre support matériel) n'est pas autorisée.

6.2 SIGNATURE ELECTRONIQUE :

Conformément à l'article L2132-2 du nouveau code de la commande publique, lorsque les documents du marché sont transmis par voie électronique, ils doivent être présentés selon les modalités fixées par l'arrêté du 22 mars 2019 relatif à la signature électronique dans les marchés publics.

Les documents qui peuvent être signés au moyen d'un certificat électronique sont :

- L'acte d'engagement
- Les pouvoirs des cotraitants envers le mandataire le cas échéant

Il est rappelé aux candidats que la signature électronique du fichier .zip ne vaut pas signature des documents qu'il contient (chaque document doit être signé individuellement) et que la signature manuscrite scannée ne peut remplacer la signature électronique.

Toutefois, à l'issue de la procédure, et dans l'hypothèse où le candidat n'a pas signé son offre via une signature électronique lors de la remise de son offre, il sera demandé à l'attributaire de signer électroniquement son offre. Dans l'hypothèse où l'attributaire ne dispose pas de signature électronique, il lui sera alors demandé une signature manuscrite.

Le candidat doit respecter les conditions relatives :

- Au certificat de signature du destinataire
- A l'outil de signature utilisé.

Il est rappelé que ces documents doivent être signés par une personne habilitée à engager l'entreprise. Le certificat doit donc être établi au nom de la personne physique signataire des documents et habilitée à engager l'entreprise.



RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE

*Liberté
Égalité
Fraternité*

APIJ
AGENCE PUBLIQUE
POUR L'IMMOBILIER
DE LA JUSTICE

Les catégories de certificats de signature électronique conformes au RGS sont disponibles sur les listes de confiance à l'adresse suivante :

<http://www.ssi.gouv.fr/fr/certification-qualification/qualification-d-un-prestataire-de-service-de-confiance/organismes-de-qualification-habilites.html>

Si le candidat utilise un certificat non référencé sur une liste de confiance, il doit fournir tous les éléments nécessaires à sa vérification.

Les certificats de signature PRIS V1 ne sont plus acceptés. Les formats de signatures acceptés sont XAdES, PAdES et CAdES.

La liste exhaustive des formats autorisés pour la transmission électronique des plis est la suivante : .zip, .pdf, .doc, .docx, .xls, et .xlsx.

Le candidat est invité à ne pas utiliser de macro-instructions dans les documents transmis et à faire en sorte que sa candidature et/ou son offre ne soient pas trop volumineuses.

Le candidat qui effectue une transmission électronique de sa candidature et de son offre peut effectuer, à titre de copie de sauvegarde de ces documents, une transmission sur un support physique électronique ou sur un support papier. En cas de transmission sur support physique électronique, l'acte d'engagement et les annexes financières devront être signés au moyen d'un certificat électronique conforme au RGS (voir ci-dessus).

6.3 TRANSMISSION DE LA COPIE DE SAUVEGARDE

Le candidat qui effectue à la fois une transmission électronique et, à titre de copie de sauvegarde, une transmission sur support physique électronique ou sur support papier doit faire parvenir cette copie dans les délais impartis pour la remise des candidatures ou des offres.

Cette copie de sauvegarde doit être placée dans un pli scellé comportant la mention lisible :

« copie de sauvegarde – APIJ – Travaux de renforcement de la sûreté de la cour d'appel de Fort-de-France »

et doit :

- soit être déposée - du lundi au vendredi, sauf jour férié - (9h30 à 12h, 14h à 17h) contre récépissé à l'agence APIJ Antilles :

Parc d'activités Jabrun

Lot n°11 – 1er étage

97122 BAIE MAHAULT (Guadeloupe)

- soit être adressée sous pli recommandé avec accusé de réception à l'agence APIJ Antilles :

Parc d'activités Jabrun

Lot n°11 – 1er étage

97122 BAIE MAHAULT (Guadeloupe)

La transmission électronique des copies de sauvegarde est possible. En cas de transmission par voie électronique, la remise s'effectue selon les modalités suivantes :

- la lettre recommandée électronique,
 - o liste des produits et services qualifiés par l'ANSSI pour la France (en pages 20-21) : liste-produits-et-services-qualifiés.pdf (ssi.gouv.fr)
 - o liste des produits et services qualifiés pour l'Europe : eIDAS Dashboard (europa.eu)
- tous les autres services qui permettent l'envoi et la réception de fichier en respectant les exigences de l'annexe 8 du code de la commande publique.

La copie de sauvegarde est ouverte :

1° Lorsqu'un programme informatique malveillant est détecté dans les candidatures ou les offres transmises par voie électronique. La trace de cette malveillance est conservée ;

2° Lorsqu'une candidature ou une offre électronique est reçue de façon incomplète, hors délais ou n'a pu être ouverte, sous réserve que la transmission de la candidature ou de l'offre électronique ait commencé avant la clôture de la remise des candidatures ou des offres.

Les offres devront, dans tous les cas, parvenir à l'APIJ avant la date et l'heure limites indiquées sur la page de garde du présent règlement. Les offres qui seraient remises, après la date et l'heure limites fixées ne seront pas retenues.

Assurance et frais de transport :

Les candidats sont responsables de l'assurance des prestations demandées pendant leur envoi à l'organisateur de la consultation. Les envois sont acheminés sous la seule responsabilité des candidats. Les frais de transport des prestations des candidats sont pris en charge par eux – mêmes.

ARTICLE 7 – RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES

Pour obtenir tous renseignements complémentaires qui leur seraient nécessaires au cours de leur étude, les concurrents devront faire parvenir au plus tard **10 jours** avant la date limite de remise des offres une demande écrite via la plate-forme PLACE, à l'adresse suivante :

<https://www.marches-publics.gouv.fr/?page=Entreprise.EntrepriseAdvancedSearch&AllCons&id=2643303&orgAcronyme=d3f>

Une réponse sera alors adressée à tous les concurrents via la plateforme.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite fixée pour la remise des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

ARTICLE 8 – CONFIDENTIALITE DES DOCUMENTS

8.1 CONFIDENTIALITE A L'EGARD DES CANDIDATS

La personne publique veille au respect de la confidentialité des propositions et des offres et s'interdit de révéler aux autres candidats les informations qui y sont contenues.

8.2 CONFIDENTIALITE DES CANDIDATS

Les candidats, ainsi que l'ensemble de leurs personnels et, le cas échéant, de leurs sous-traitants et de ses fournisseurs, sont tenus à l'obligation de confidentialité pour tout ce qui concerne les faits, informations, fichiers, études, documents et décisions dont il a eu ou aura connaissance pendant la durée de la procédure.

Les candidats s'engagent donc à s'interdire toute communication écrite ou verbale sur ces sujets et toute remise ou diffusion de documents à des tiers.

Le représentant du pouvoir adjudicateur se réserve le droit de procéder à toute vérification qui lui paraîtrait utile pour constater le respect des obligations précitées.

En cas de non-respect des dispositions précitées, la responsabilité du candidat pourra être engagée sur la base des dispositions de l'article 226-13 du Code pénal.

ARTICLE 9 – DOCUMENTS A REMETTRE PAR LE CANDIDAT AUQUEL IL EST ENVISAGE D'ATTRIBUER LE MARCHÉ

En application des articles R. 2143-6 à R. 2143-10 et R. 2143-16 du Code de la commande fixant la liste des impôts, taxes, contributions ou cotisations sociales donnant lieu à la délivrance de certificats pour l'attribution de marchés publics et de contrats de concession, la production de documents suivants sera exigée du candidat auquel il est envisagé d'attribuer le marché :

- Le certificat attestant la souscription des déclarations et les paiements correspondants de l'impôt sur le revenu, l'impôt sur les sociétés et la taxe sur la valeur ajoutée délivré par l'administration fiscale dont relève le demandeur.
- Une attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale, prévue à l'article L. 243-15 du Code de la sécurité sociale, émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions, datant de moins de 6 mois.
- la liste nominative des salariés étrangers employés par ce dernier et soumis à l'autorisation de travail prévue à l'article L. 5221-2.

Cette liste, établie à partir du registre unique du personnel, précise pour chaque salarié :

- 1° Sa date d'embauche ;
- 2° Sa nationalité ;

3° Le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

Le délai imparti par le pouvoir adjudicateur à l'attributaire pour remettre ces documents sera indiqué dans le courrier l'informant qu'il est pressenti pour réaliser les prestations du marché ; ce délai ne pourra être supérieur à 10 jours calendaires. En cas de non-respect par un des candidats provisoirement retenus, du délai imparti, ou de fourniture de documents non valables, son offre sera rejetée.

Dans ce cas de figure, c'est le candidat suivant selon le classement des offres qui se verra attribuer le marché de façon provisoire sous réserve de produire ces mêmes documents dans les mêmes conditions de forme et de délai.

Les candidats seront informés individuellement du résultat de la consultation dès que le représentant du pouvoir adjudicateur aura fait son choix.

ARTICLE 10 - VOIES DE RECOURS

La présente procédure est susceptible de recours contentieux devant le tribunal administratif de Melun :

- Référé précontractuel prévu à l'article L.551-1 du code de justice administrative avant la signature du marché
- Référé contractuel prévu à l'article L. 551-13 du code de justice administrative, au plus tard 31 jours après la publication de l'avis d'attribution du marché
- Recours de pleine juridiction dans un délai de 2 mois à compter de la date de publication d'un avis d'attribution ou de la date de notification au candidat du rejet de son offre

Annexe 1 : Cadre de réponse du candidat

Annexe 2 : Cadre de réponse du mémoire technique